PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU TOGO

Binta Sanneh prend les commandes

PNUD INFO TOGO
NEWSLETTER

Avril - Juin 2023

Sommaire

Binta Sanneh prend les commandes 1

PNUD TOGO: Binta Sanneh prend les commandes 4

Rapport sur le développement humain 2021-2022 : 6

Projet de renforcement des capacités du Centre d'Entrainement aux Opérations de Maintien de la Paix 8

Séminaire national d'introduction de Tadamon pour les OSC au Togo 10

79ème session du Comité exécutif de l'Union Parlementaire Africaine 12

Promotion et la facilitation des investissements: 14

Ce document est interactif, veuillez taper ou cliquer sur le symbole de la main (à droite) situé en à chaque pagination pour lire les articles sur www.undp.org

Programme des Nations Unies pour le développement au Togo

40, Avenue des nations Unies | B.P. 911 Lomé Togo

www.tg.undp.org Pnud.Togo PnudTogo

Gallerie photos : https://www.flickr.com/photos/pnudtogo Contact : emile.kenkou@undp.org

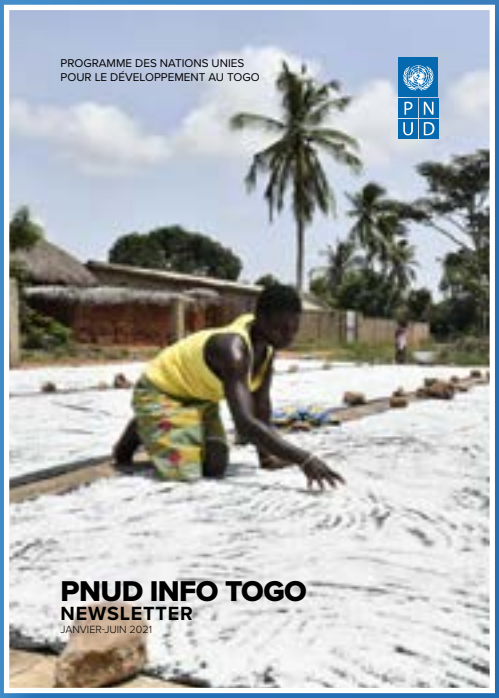
Pour plus d'informations sur les activités du Pnud au Togo, merci de visiter : https://www.tg.undp.org/presscenter

.....

Textes & photos : Emile Kenkou, Chargé de Communication

Edition : LesMontscom, Agence Globale

Nos dernières publications



Cliquez pour télécharger en ligne

PNUD TOGO

Binta Sanneh prend les commandes

Trois jours après son arrivée au Togo, Mme Binta Sanneh a présenté le vendredi 05 mai 2023 ses Lettres de créance l'accréditant en qualité de Représentant Résident du PNUD au Professeur Robert Dussey, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur.

Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur la coopération entre le PNUD et le Togo ainsi que le nouveau Programme de coopération pays (CPD) en cours de finalisation pour la période 2024-2027. Mme Sanneh s'est dit honoré de cette audience. Elle a réitéré l'engagement du PNUD à travailler aux côtés du gouvernement pour relever les défis de développement et l'amélioration des conditions de vie et le bien-être des populations togolaises.

" Je sais que je peux compter sur vous pour relever les défis du bureau en matière de performance " a-t-elle dit lors de sa première rencontre avec le staff le 02 mai 2023.

" Le PNUD est engagé à ne laisser personne pour compte dans le cadre de l'agenda 2030 sur le développement durable " a -t-elle ajouté.

Depuis de nombreuses années, la contribution du PNUD aux efforts de développement du Togo a permis au pays d'atteindre des résultats probants dans de nombreux domaines notamment l'éducation, l'énergie, l'inclusion sociale, l'emploi des jeunes, l'égalité genre à travers des programmes multidimensionnels novateurs tel que le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

Le partenariat entre le Togo et l'agence onusienne s'est aussi développé en matière d'assistance électorale, de décentralisation, de consolidation de la paix et de gestion de l'environnement.

Le soutien au secteur privé contribue à lever les obstacles qui affectent le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) notamment : 1) les insuffisances des offres de financement non adaptées aux besoins des MPME ; 2) le manque d'accès aux compétences entrepreneuriales et managériales, de main-d'œuvre de qualité, à la technologie, à l'innovation et aux réseaux professionnels. Des initiatives en cours permettent d'apporter un appui à l'accélération et à l'innovation de 22 startups et TPME (19 hommes et 3 femmes), le soutien à 35 femmes entrepreneures pour leur transition de l'économie informelle vers le secteur formel dans le contexte de la ZLECAf, la formation de 14 jeunes (8 hommes et 6 femmes) agri-preneurs en leadership entrepreneurial, et l'accompagnement de 30 jeunes (20 hommes et 10 femmes) sur les itinéraires agropastoraux.

Mme Sanneh remplace à ce poste M. Aliou Mamadou Dia. Elle entend poursuivre et renforcer le partenariat entre le Togo le PNUD dans plusieurs domaines : planification stratégique et de l'appui aux politiques publiques ; cohésion sociale, la prévention de l'extrémisme violent et la promotion de la paix ; appui aux institutions et à la promotion des droits de l'homme ; décentralisation et le développement communautaire ; l'entreprenariat des jeunes et des femmes ; environnement et des changements climatiques. D'origine gambienne, Mme Sanneh dispose de plus de 15 années d'expériences au PNUD.

Avant sa nomination, elle a été Représentante résidente adjointe aux Opérations en Guinée-Bissau (2015-2018), Représentante résidente adjointe aux Programmes et aux Opérations au Burundi (2018-2021), puis au Tchad comme Représentante résidente adjointe aux Programmes de 2021 à 2023.

CLIQUEZ SUR LE DOIGT POUR LIRE LA SUITE DE CET ARTICLE

Rapport sur le développement humain 2021-2022 : des progrès notables pour le Togo

Le Togo a procédé à son tour au lancement de l'édition 2021-2022 du Rapport sur le Développement Humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La cérémonie de lancement a été présidée ce 19 mai 2023 par Mme Sandra Ablamba Johnson, ministre secrétaire générale de la présidence de la république, en présence de Mme Binta Sanneh, représentante résidente du PNUD et d'un parterre de personnalités de divers secteurs d'activités.

Le document publié par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) examine les sentiments d'incertitude et d'insécurité suscités par la pandémie de COVID-19 qui, apparue depuis trois ans, la guerre en Ukraine dont les répercussions au niveau mondial provoquent d'immenses souffrances humaines, y compris une flambée du coût de vie et les catastrophes climatiques et écologiques qui menacent la planète.

Selon le présent rapport, le Togo a enregistré un progrès notable. En effet, l'indice de développement humain est passé de 0,515 en 2019/2020 à 0,539 en 2021/2022. En conséquence, le Togo est classé 162ème sur 191 pays dans le rapport 2021/2022 contre 167ème dans le rapport 2019/2020 soit un gain de cinq (05) places. Il indique également une hausse du revenu national brut de 1602 $US en 2019-2020 à 2167 $US en 2021-2022.

Selon Mme Johnson, ces résultats traduisent la mise en œuvre de la politique d'inclusion prônée par le Chef de l'Etat, notamment ne laisser personne de côté.

" Une des réponses urgentes à la crise sanitaire qui a secoué le monde entier dans notre pays est l'adoption et la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025 avec pour vision de faire du Togo, un pays de paix et une nation moderne avec une croissance économique inclusive durable ", a rappelé la ministre qui a lancé un appel aux partenaires pour une mobilisation des ressources indispensables à l'exécution des programmes et réformes inscrits dans la Feuille de route gouvernementale.

L'IDH du Togo en perpétuelle évolution est passé de 0,484 en 2014 à 0,487 en 2015, puis, 0,503 en 2017, 0,513 en 2018, 0,515 en 2019-2020 puis à 0,539 en 2021-2022.

Autre fait marquant, la tendance de la performance économique facilitée par la résilience du pays, a contribué à l'amélioration de la qualité de vie des populations. En effet, l'espérance de vie à la naissance est passée de 61 ans en 2019/2020 à 61,6 ans en 2021/2022.

" Je suis convaincue que ce rapport sera une ressource précieuse pour les décideurs et les acteurs du développement pour façonner un avenir plus inclusif, plus durable et plus prospère pour tous " a pour sa part indiqué Mme Sanneh.

Elle a salué les efforts du gouvernement et réitéré l'engagement du PNUD à accompagner le Togo sur la voie du développement.

Pour tracer une nouvelle voie, le rapport recommande de mettre en œuvre des politiques axées sur l'investissement — des énergies renouvelables à la préparation aux pandémies -et sur l'assurance-notamment la protection sociale — qui prépareront nos sociétés aux aléas d'un monde incertain. Parallèlement, l'innovation sous ses nombreuses formes (technologique, économique, culturelle) peut également renforcer les capacités pour répondre aux difficultés à venir.

Le développement humain s'entend comme l'élargissement de la gamme des choix offerts à la population, lesquels choix permettent de rendre le développement plus inclusif et participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder aux revenus et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé et à un environnement propre ne présentant pas de danger. Il s'entend également comme la possibilité pour l'individu de participer pleinement aux décisions de la communauté et de jouir des libertés humaines, économiques et politiques.

Projet de renforcement des capacités du Centre d'Entrainement aux Opérations de Maintien de la Paix : la phase 2 lancée

En vue d'accompagner les efforts du gouvernement togolais dans sa participation au maintien de la paix, le gouvernement japonais apporte depuis 2021 son appui au Projet de Renforcement des Capacités du Centre d'Entrainement aux Opérations de Maintien de la Paix (PRC-CEOMP) mise en œuvre avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). C'est dans cette même dynamique qu'un accord de financement a été établi pour la mise en œuvre de la deuxième phase dudit projet. La cérémonie de lancement a lieu le 9 juin 2023 sur le site du CEOMP.

C'est le Chef d'Etat major Adjoint des Forces Armées Togolaises, le Colonel Kemence Kokou Oyome qui a présidé cette cérémonie en présence de l'Ambassadeur du Japon au Togo avec résidence en Côte d'Ivoire, Son Excellence M. Ikkatai Katsuya et du représentant de Mme la Représentante Résidente du PNUD, M. Christian Shingiro.

" Cette cérémonie est une belle illustration de la volonté de coordonner judicieusement nos efforts aux fins de maximiser nos performances dans la conduite des opérations de maintien de la paix " a déclaré le Colonel Kemence saluant les appuis multiformes du gouvernement japonais au centre depuis 2015.

Malgré les efforts déployés par les États, l'environnement sécuritaire dans la région ouest africaine continue de se détériorer. Les civils sont souvent les premières victimes des actes terroristes et les souffrances et les pertes qu'ils subissent aux mains des groupes armés non identifiés sont sans précédent. La propagation de ces groupes du Sahel vers les États côtiers produit désormais un effet

Pour l'ambassadeur Ikkatai Ka
renforçant le partenariat avec
la stabilité tant au Togo, dans

de contagion qui pourrait avoir de graves conséquences pour la stabilité de ces zones jusqu'ici peu touchées par le phénomène extrémiste. Malheureusement, cette crainte a été confirmée par la récente série de raids frontaliers au sud du Sahel au Bénin et au Togo, confirmant les analyses que des groupes armés non identifiés cherchent à avancer vers la côte.

Ce contexte sécuritaire dégradé a poussé des pays comme le Togo à prendre des mesures pour renforcer leurs capacités sécuritaires et militaires pour faire face aux menaces. C'est dans ce contexte que depuis plusieurs années, le Togo s'implique activement dans les missions de maintien de la paix en Afrique afin de contribuer à la stabilisation régionale nécessaire au développement de la sous-région et du continent africain. Le Togo figure parmi les plus grands contributeurs africains de personnel de maintien de la paix de l'ONU. Il fournit actuellement 1 102 militaires et policiers aux opérations de maintien de la paix en Afrique, en particulier au Mali.

La phase 2 du Projet de Renforcement des Capacités du Centre d'Entrainement aux Opérations de Maintien de la Paix (PRC-CEOMP) vise à doter le Centre de formation aux opérations de maintien de la paix (CEOMP) du Togo de capacités supplémentaires pour former les troupes en vue de leur pré-déploiement dans des missions de maintien de la paix.

" Le PNUD se réjouit du financement de cette seconde phase qui sans nul doute sera d'une grande utilité pour le CEOMP dont nous restons convaincus, qu'il mettra tout en œuvre pour l'atteinte des objectifs de cette nouvelle phase " a souligné M. Shingiro.

Plus précisément, le projet augmentera les capacités matérielles et logistiques du CEOMP et renforcera les capacités techniques du personnel militaire et policier des troupes de pré-déploiement afin qu'ils puissent se protéger et protéger la population contre les attaques des groupes extrémistes.

tsuya, le gouvernement japonais continuera à défendre et consolider l'ordre international fondé sur les règles de droits tout en c les pays du sud en particulier ceux africains. **« Je formule le vœu que l'assistance japonaise contribue davantage à la paix et s la sous-région et que des liens d'amitié et de coopération entre nos deux pays soient davantage renforcés «** a-t-il conclu.

Séminaire national d'introduction de Tadamon pour les OSC au Togo

La Banque Islamique de Développement (BID), le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont organisé le 7 juin 2023 un séminaire à l'endroit organisations de la société civile du Togo. Celles-ci ont été invitées à en savoir plus sur le Programme Tadamon lors du Séminaire National d'introduction du programme Tadamon.

Cette invitation concerne toutes les OSC travaillant dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la recherche, de la réduction de la pauvreté, des œuvres caritatives, de l'autonomisation des jeunes, du changement climatique, de l'énergie et de l'environnement, du développement communautaire, de l'agriculture et du développement rural.

Au cours de ce séminaire, les OSC inont été initiées au programme Tadamon et à ses objectifs, ainsi qu'au programme de renforcement des capacités à venir : l'Académie de Financement Participatif Tadamon, et comment soumettre leurs propositions de projets innovants au programme Tadamon.

Le programme forme les OSC sur la collecte de fonds pour leurs projets et idées axés sur la communauté en utilisant le financement participatif (crowdfunding).

De plus, elles ont eu l'opportunité d'en apprendre davantage sur des exemples réussis de financement participatif dans d'autres pays et de comprendre comment surmonter les défis en utilisant cette méthode innovante de collecte de fonds pour leurs projets.

Le Programme de la BID et du FSID pour l'Autonomisation des ONG est financé par le fonds de solidarité islamique pour le développement (SID) géré par la Banque Islamique de Développement (BID) et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires stratégiques. La mission du Programme est de renforcer la capacité, de donner de la visibilité aux projets et activités des OSC, de les aider à avoir un meilleur accès au financement alternatif et de les connecter à des partenaires et donateurs potentiels.

79ème session du Comité exécutif de l'Union Parlementaire Africaine :

Un engagement continu au service des peuples africains

La 79ème session du comité exécutif de l'Union Parlementaire Africaine s'est achevée le 22 juin 2023 à Lomé sur de bonnes perspectives de l'institution. Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour lors des travaux : l'examen de la mise en œuvre des décisions et recommandations de la Conférence, la présentation du compte de gestion, exercice 2022, la présentation du compte de gestion vérifié, exercice 2022, l'élaboration du projet d'ordre du jour de la 45e Conférence, la détermination de la date et du lieu de la 80ème session du comité Exécutif, la déclaration sur la situation sécuritaire en Afrique.

La présentation du contenu des points inscrits au menu de cette session a suscité de préoccupations vives et intéressantes relatives au statut des pays observateurs, aux recommandations, leur mise en oeuvre ainsi que leur suivi, aux points d'urgence inscrits au groupe africain géostratégique, à la possibilité pour des pays africains d'intégrer l'UPA.

La cérémonie de clôture a été ponctuée de trois interventions, celle de la représentante résidente du PNUD au Togo, Binta Sanneh, celle du 4è Vice-président de l'Assemblée nationale, Pâcome Adjourouvi, représentant Madame la Présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan et le discours de Mabel Memory Chinomona, Présidente de l'Union Parlementaire Africaine et Présidente du sénat de Zimbabwe.

L'UPA, organisation continentale des parlements, collabore étroitement avec l'Union africaine et d'autres instances multilatérales tel que le Programme des nations Unies pour le Développement, pour promouvoir la démocratie, la paix et la coopération entre les peuples. Il va sans dire que de par son objectif principal, l'UPA est un dynamique forum de coopération parlementaire, de promotion de la paix, de la démocratie, de la bonne gouvernance, du développement durable et du progrès social en Afrique.

Notre devoir est d'être aux côtés des gouvernements pour définir les politiques de développement durable en vue de l'élimination de la pauvreté extrême et le bonheur de nos valeureuses populations " a indiqué Mme Sanneh.

" C'est aussi au nom de cet espoir que vous vous êtes réunis ces deux jours à Lomé pour vous communiquer ce souffle africain. Aujourd'hui ne marque pas la clôture de vos travaux, mais bien comme un point-virgule, la fin d'une étape de vos travaux et l'ouverture maintenant d'une responsabilité collective " a-t-elle poursuivi.

La session du comité exécutif ne doit pas s'arrêter là a déclaré pour sa part le 4ème Vice-Président, Pâcome Adjourouvi. **" Il nous faut poursuivre les échanges, proposer des solutions concertées et innovantes qu'exigent les énormes défis du moment qui est le nôtre et que nous traversons, marqués par des crises dans certaines parties d'Afrique. Sans nous détourner de notre agenda de parlementaires, le moment nous rappelle la nécessité de garder l'objectif principal de notre cadre de coopération parlementaire "** a-t-il souligné.

De son côté, Mme Chinomona Présidente de l'UPA a souligné la nécessité de la coopération entre les pays africains, l'observation des valeurs fondamentales de l'UPA, la collaboration avec le pouvoir exécutif dans l'observance constitutionnelle de la séparation des pouvoirs ont été au centre de son intervention afin que les objectifs assignés par les pères fondateurs à l'UPA soient pleinement atteints.

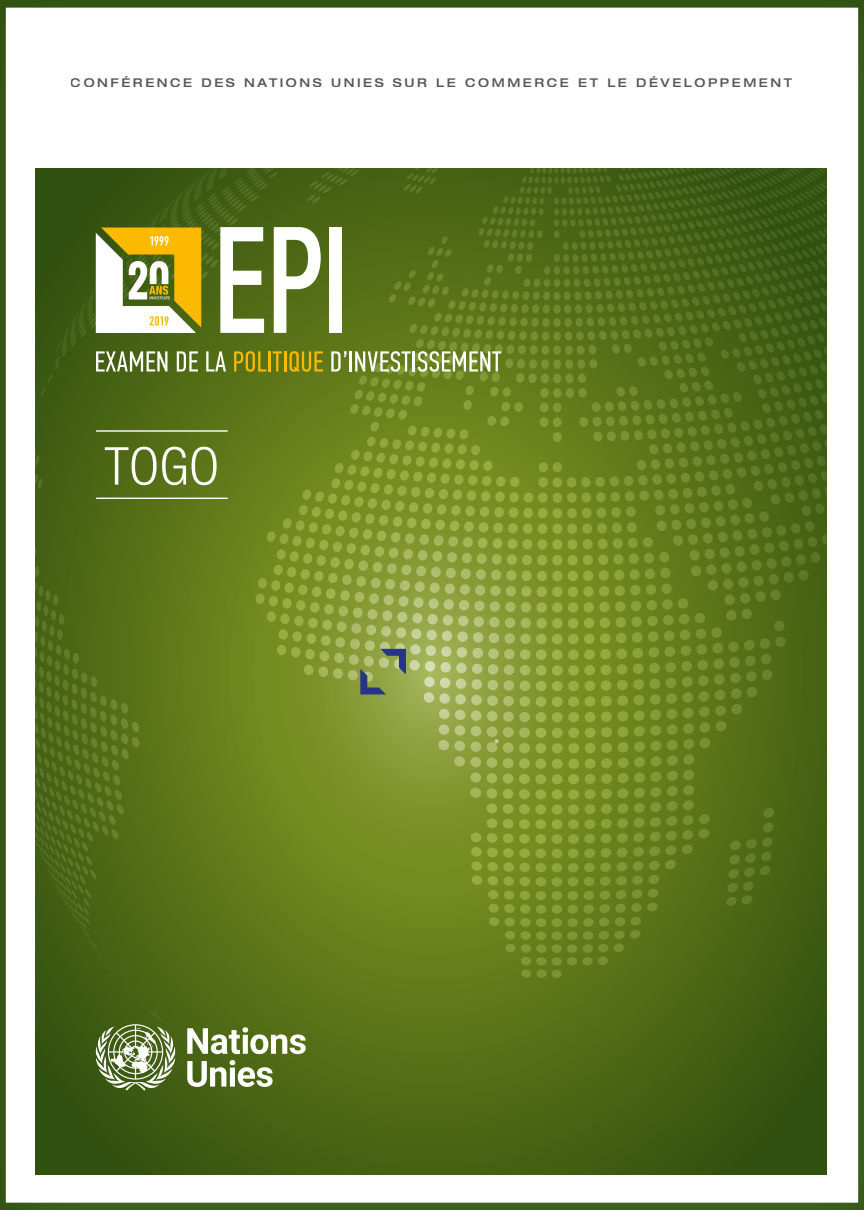
Ont pris part à cette rencontre une délégation de parlementaires togolais, des membres et des délégués de près de vingt parlements de l'Union Parlementaire Africaine notamment du Niger, de la Guinée Équatoriale, du Ghana, du Maroc, du Tchad, de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, de l'Algérie, de la Gambie, du Zimbabwe, de Djibouti, du Cameroun, du Rwanda, de la République Démocratique du Congo.

Cette session a été sanctionnée par une déclaration sur la situation sécuritaire en Afrique notamment au Sahel, en République Démocratique du Congo et au Soudan du Sud ainsi que des motions de remerciement à l'endroit des autorités togolaises, du parlement togolais et du peuple togolais.

CLIQUEZ SUR LE DOIGT POUR LIRE LA SUITE DE CET ARTICLE

Promotion et la facilitation des investissements :

Le Togo lance l'Examen de sa Politique d'Investissement (EPI) et renforce les capacités des acteurs



Lire le tweet

Le Togo a lancé le 30 mai 2023 son Examen de la Politique d'Investissement (EPI) suivi de l'atelier de renforcement des capacités des parties prenantes intervenant dans le parcours de l'investisseur pour la promotion et facilitation des investissements au Togo. La cérémonie a été présidée par Madame Rose Kayi MIVEDOR-SAMBIANI, Ministre de la Promotion de l'Investissement en présence de Madame Binta Sanneh, Représentante résidente du PNUD au Togo, de Madame Maha El Masri, experte en politiques d'investissement, division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED et de Monsieur Yawo Atsouvi SIKPA, Directeur Général p.i de la SAZOF/API-ZF.

Cet Examen de la Politique d'Investissement du Togo (EPI – TOGO) réalisé à la demande du Gouvernement, avec l'appui financier et technique du PNUD et de la CNUCED vise à accompagner le Togo dans son ambition d'améliorer sa politique d'investissement en vue de réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

Dans son allocution, Madame MIVDR-SAMBIANI a saisi cette opportunité, pour renouveler les remerciements du Gouvernement au PNUD et à la CNUCED pour leurs appuis et accompagnements. Elle a rappelé que le Togo conscient du rôle capital des investissements dans la croissance économique et de leurs contributions au développement, a décidé de faire un pas de plus dans l'amélioration du climat des affaires en examinant sa politique d'investissement.

« L'approche développée dans l'Examen de la Politique d'Investissement (EPI), dont les résultats seront présentés, constitue une excellente opportunité pour initier une réforme de la qualité et de l'efficacité des investissements directs étrangers (IDE) sur les conditions de vies des populations et d'employabilité des femmes et des jeunes » a salué pour sa part Mme Binta Sanneh.

Ce rapport diagnostic, en mettant en exergue les forces, les faiblesses et les opportunités que peuvent saisir le Togo, constitue une importante étape vers l'élaboration de la politique nationale d'investissement et l'amélioration continue de l'environnement des affaires.

À la suite du lancement du rapport de l'EPI, un atelier de deux jours sur le renforcement de capacité des acteurs intervenant dans le parcours de l'investisseur au Togo s'est ouvert. Il s'agit d'un programme d'assistance de la CNUCED pour outiller les acteurs. La formation a abordé différentes thématiques de la promotion et de la facilitation de l'investissement dans des secteurs liés aux objectifs de développement durable (ODD). Durant ces deux jours, l'accent a été mis sur les plusieurs éléments notamment :

- Un benchmarking de l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF).
- L'industrie, l'innovations et les infrastructures suivant l'ODD 9.
- Le rôle des diplomates dans la promotion de l'investissement.
- La digitalisation de la promotion des investissements.
- Les partenariats pour la réalisation des objectifs de l'ODD 17, et
- Le rôle de l'API-ZF dans le renforcement du cadre juridique des investissements grâce au plaidoyer.

Quatre-vingt participants ont pris part à ce programme de renforcement des capacités, dont une quarantaine de représentants des ambassades du Togo dans le monde qui ont participé à la formation par visioconférence.

Programme des Nations Unies
pour le développement au Togo

40, Avenue des Nations Unies
Boite postale: 911 Lomé Togo
Tél : +228 22 21 20 08 / +228 22 20 22
Fax : +228 22 21 19 16
E-mail : registry.tg@undp.org
www.tg.undp.org
© PNUD TOGO 2023